

Questions orales

Mme Christine Stewart (Northumberland): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre des Relations extérieures.

La crise du Moyen-Orient coûte des milliards de dollars aux pays du Tiers monde. Puisque cette semaine est la Semaine de l'enfance, on fait évidemment le rapprochement entre cette crise et la dégradation rapide des conditions de vie des enfants dans le monde. Les compressions gouvernementales dans l'aide officielle au développement ont aggravé encore le sort des enfants dans le monde.

Le gouvernement annoncera-t-il aujourd'hui l'abandon de sa politique de compressions qui se trouve à dire au monde entier que nous nous désintéressons de leur sort?

[Français]

L'hon. Monique Landry (ministre des Relations extérieures): Monsieur le Président, mon honorable collègue a fait référence au début de son exposé à l'impact, bien sûr, de la crise du golfe Persique sur les enfants et les gens déplacés dans le territoire en question. Elle sait à quel point le gouvernement a réagi rapidement justement en fonction d'aider les gens qui étaient pris par le conflit à retourner dans leur propre pays ou également de contribuer, par l'enveloppe qui a été annoncée, à leur bien-être immédiat. Et par cette question-là, bien sûr, je rejoins sa préoccupation vis-à-vis des enfants du monde. Elle sait très bien que le gouvernement actuellement, dans sa programmation par l'ACDI, contribue énormément au bien-être des enfants du monde, surtout par ses politiques à la base, soit par les organismes non gouvernementaux, en fonction d'aider les gens les plus démunis à sortir du marasme dans lequel ils vivent. Et mon honorable collègue peut être convaincue que ce gouvernement-ci continuera avec sa politique d'aide aux enfants du Tiers monde.

* * *

[Traduction]

LE GOLFE PERSIQUE

L'hon. William Rompkey (Labrador): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale.

Aujourd'hui, au moment où les navires canadiens arrivent dans le Golfe, M. Chevardnadzé, d'Union soviétique, déclare que la guerre peut éclater à tout moment. M. Chevardnadzé est celui-là même qui dirige les efforts

pour une opération militaire commandée par l'ONU dans le Golfe.

Pourquoi le Canada ne prend-il pas la tête du mouvement en faveur d'une opération militaire commandée par l'ONU dans le Golfe et quelle est la position du Canada face aux options présentées par M. Chevardnadzé?

L'hon. Bill McKnight (ministre de la Défense nationale): Le député devrait savoir que les dernières déclarations de M. Chevardnadzé sont bien accueillies, mais que l'ambassadeur du Canada aux Nations Unies, M. Fortier, travaille sans relâche depuis plusieurs semaines pour que les forces militaires dans le Golfe soient unifiées et placées sous le commandement des Nations Unies.

Je suis convaincu que le député ne croit pas que nous devrions attendre que ces efforts aient abouti avant de dépêcher nos militaires sur place avec ceux de quelque 26 autres pays mobilisés pour faire respecter les sanctions des Nations Unies et dissuader toute agression.

L'hon. William Rompkey (Labrador): Monsieur le Président, nous voulons avoir l'assurance que la voix du Canada se fera entendre haut et clair au sein du concert des nations comme par le passé pour réclamer un commandement unifié sous le contrôle des Nations Unies et je veux que le ministre me donne l'assurance que le Canada, tant sur la scène publique que derrière cette scène, soutiendra l'idée d'un tel commandement unifié dans l'éventualité regrettable où la guerre éclaterait.

L'hon. Bill McKnight (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, la question du député me pose certaines difficultés. Je comprends son inquiétude et je le remercie de son appui, mais il ne m'a pas encore dit si, à son avis, le Canada a raison, de s'impliquer avec 25 autres nations, pour faire respecter les sanctions prévues dans la résolution 665 des Nations Unies.

M. Rompkey: Dans le cadre d'une opération placée sous le commandement des Nations Unies.

M. McKnight: Oui, le député déclare que le Canada devrait faire appliquer les sanctions; je le remercie de son appui.

* * *

LE PROGRAMME NATIONAL DE SERVICES DE GARDE

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): Monsieur le Président, il y a 20 ans aujourd'hui, la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme publiait ses recommandations complètes et fort louables.